

Jeunesses et radicalisations / Ni naïfs ni victimes

par [Paroles de Fabienne BRION](#) recueillies par M. LLOREDA

Suite aux attentats d'Oslo, les pouvoirs publics ont commandé une recherche sur le rôle des nouveaux médias sociaux dans la radicalisation politique des jeunes. La recherche éclaire certains aspects du processus de radicalisation. Fabienne Brion, criminologue et islamologue, est formelle : les problèmes ne sont pas là où on croit.

Cette recherche a été financée par les services fédéraux de la recherche scientifique et par le ministère de l'intérieur. Nous devions étudier comment des jeunes en viennent, sous l'effet d'un système d'idées ou d'un idéal, à admettre et à justifier la violence, et le cas échéant l'homicide (dans le vocabulaire des commanditaires, nous devions comprendre comment ils se "radicalisent"). La recherche devait aussi examiner la contribution des nouveaux médias au processus de radicalisation. Le comité d'accompagnement constitué par les commanditaires comptait des fonctionnaires de la sûreté de l'État et des policiers fédéraux, mais aussi des personnes représentant le Délégué général aux droits de l'enfant, le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, le Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires... La pluralité des regards a permis d'ouvrir le champ des questions [1].

Modalités de recherche

La recherche comporte deux volets.

Le premier est quantitatif. Pour étudier les déterminants de la radicalisation, nous avons d'abord sollicité des écoles anversoises et liégeoises ; 470 questionnaires ont été remplis pendant les heures de cours. Par la suite, nous avons ouvert un compte Facebook et mis les questions en ligne ; au total, 6000 questionnaires ont été complétés. Les résultats sont semblables, quel que soit le mode de passation des questions ; ils confirment les résultats de recherches européennes et américaines plus anciennes. Le rapport à la violence varie en fonction de la légitimité attribuée aux institutions, laquelle varie selon qu'on se sent (se sait) victime de discrimination ou non, ou encore selon qu'on se sent (se sait) respecté ou non. Cela semble banal, mais les implications sont importantes. Dans le cas des jeunes musulmans, il semble que le premier ressort de la radicalisation n'est pas l'Islam, mais l'islamophobie.

Le second volet est qualitatif. Il s'agissait de mener des entretiens pour mieux comprendre les processus. Trouver des jeunes d'extrême-gauche prêts à parler de leur engagement militant a été relativement aisé. Pour l'extrême-droite, il a fallu, pour établir des contacts, passer par des sites et des forums de discussion. Quant aux jeunes musulmans : ils sont si las d'être en permanence l'objet du regard de l'autre que les deux chercheurs n'ont pas obtenu un seul rendez-vous. La difficulté, discutée en comité d'accompagnement, n'a pas étonné les représentants de la police fédérale, très au fait de la peur et de la méfiance générées par cette surveillance policière et sociologique constante. Si j'ai pu mener quelques entretiens, c'est grâce aux relations d'amitié nouées avec des musulmans au fil de recherches ou de luttes menées durant les vingt dernières années.

Blessure morale

L'hypothèse initiale des commanditaires était celle de la primauté du facteur idéologique : les convictions expliqueraient l'engagement militant. En réalité, c'est l'inverse : les convictions se forment progressivement au sein du groupe militant – primauté de l'affiliation. Pour paraphraser Sutherland, un sociologue américain du début du XX^e siècle : comme la délinquance, la "radicalité" s'apprend en interaction avec d'autres ; l'essentiel de l'apprentissage a lieu au sein de petits groupes de proches ; il porte d'une part sur la direction spécifique des motivations et des pulsions, sur les attitudes et sur les rationalisations, et d'autre part sur les formes d'actions et sur les modes d'opération.

Quant aux nouveaux médias : la fréquentation assidue des sites animés par des groupes "radicaux" n'est pas une cause, mais une conséquence de la radicalisation.

Mais si ce n'est pas internet, qu'est-ce qui amène un jeune à se radicaliser ?

Le premier ressort est une blessure morale causée par l'expérience d'une forme de maltraitance, qu'elle concerne le jeune ou des proches. Les médias ont évoqué le cas de certains jeunes, partis en Syrie, qui semblaient avoir réussi à neutraliser toutes les formes de discrimination. Cela n'invalide pas la proposition : il peut y avoir de la culpabilité, et comme un sentiment d'infidélité, à s'en "sortir" – il faut laisser résonner le mot – quand une partie de ceux à qui l'on tient ne s'en "sort" pas, ou pas si bien.

Au reste, la question se pose différemment dans les trois groupes comparés. Quelles sont les raisons de l'engagement des militants d'extrême-gauche que nous avons rencontrés ? La plupart évoquent une tradition familiale déjà marquée à gauche. Si, face à l'injustice, ils éprouvent colère et indignation, cela semble moins résonner sur une blessure personnelle. Prenons l'exemple de la violence policière, qui selon de nombreuses recherches est un des facteurs de "radicalisation" : s'ils l'ont expérimentée, c'est lors de manifestations ; et ils en parlent comme s'ils l'avaient anticipée et que, malgré tout, ils avaient choisi d'y aller. La violence policière devient un indice de l'ampleur du défi lancé aux autorités ; à la limite, elle est convertible en fierté. Rien à voir avec l'humiliation de se retrouver les mains sur le capot, en train d'être fouillé devant les voisins...

Lecture politique et amour de transfert

Qu'est-ce qui transforme une blessure morale en grief ? Il est rare que la mise en mots soit solitaire ; rare de même que les jeunes aient d'emblée recours aux sites de groupes radicaux. L'élaboration se fait d'abord avec les pairs : le petit groupe de ceux qui, d'une manière ou d'une autre, sont les plus susceptibles de se reconnaître dans l'expérience de la personne blessée. Il y a ensuite ceux qui aident à interpréter et à élaborer une lecture politique de la réalité. Quand ces lectures impliquent violence ou formes de lutte armée, elles ne sont transmises que si une relation de confiance a été préalablement nouée, assez étroitement pour que le secret soit gardé. A la confiance du mentor répond l'amour de transfert du jeune : un attachement affectif intense, résultant du savoir qu'il lui suppose, et témoignant de l'espoir qu'il place en lui pour trouver une réponse aux questions qui le tourmentent et réaliser des désirs en attente. La presse a relaté l'arrestation de Jean-Louis Denis, converti qui associait des jeunes – dont deux adolescents qui par la suite sont partis combattre en Syrie – à des activités de distribution de nourriture aux plus démunis : s'il tient apparemment que c'est "Dieu seul qui recrute ses combattants au Levant", il reste que les conditions de confiance et d'amour de transfert semblent avoir été réunies.

Engrenage

Blessure morale, grief politique, confiance et amour de transfert important d'emblée. S'y ajoute, dès lors que la violence n'est plus seulement acceptée mais pratiquée, la difficulté de se désengager.

Si une personne en agresse une autre, si elle la tue ou qu'elle la blesse, soit elle se sentira mal, soit – pour éviter ce malaise – elle construira tout un système de justifications basées sur la stigmatisation de sa victime. Anders Behring Breivig, qui a abattu 69 adolescents participant à un camp du Parti socialiste en Norvège, a plaidé non coupable, disant que c'était là une façon de punir les "traîtres" dont les politiques avaient "contaminé" le sang norvégien, et une forme d'auto-défense contre le multiculturalisme et contre l'Islam. Les "mécraents" sont à certains djihadistes ce que les "musulmans" sont à Breivig. Dans les entretiens réalisés, ce processus est bien décrit par certains jeunes d'extrême-droite, qui parlent assez librement de la jouissance que leur procure la violence.

Plus les idéologies élaborées pour justifier la violence sont polarisées, plus les relations avec ceux qui ont d'autres définitions de la réalité sont évitées. Sutherland disait qu'une personne devient délinquante quand il y a un excès de définitions favorables à la violation de la loi par rapport aux définitions défavorables à cette violation. Mutatis mutandis, il en va de même pour la violence à l'encontre de personnes définies par les membres d'un groupe A (dans le cas de Breivig, les "Norvégiens") comme des membres d'un groupe B (dans le cas de Breivig, les "immigrés" et les "musulmans") mettant le groupe A en danger. Une personne devient violente quand il y a un excès de définitions favorables à la violence par rapport aux définitions défavorables ; cette condition soit remplie si les relations avec les personnes définissant autrement situation, groupes et formes d'action sont rompues ou distendues.

Si des membres du groupe B ont été agressés, quitter le groupe A est difficile : comment survivre à ce qu'on a vu ou fait après que le système de justifications de la violence s'est effondré ? S'ajoutent à cette difficulté la peur d'apparaître comme un lâche ou un traître, la peur de ne plus bénéficier de la protection du groupe, la peur d'être victime d'actes de rétorsion, la peur de ne pas trouver à s'inscrire dans la société. En Belgique, des jeunes revenus de Syrie ont été emprisonnés. Au Danemark, la criminalisation, qui freine les retours, a été refusée, et une aide est offerte à ceux qui rentrent, souvent traumatisés. Approche pertinente, si l'on veut bien se souvenir que certains sont partis parce qu'ils ne se sentaient pas acceptés dans la société qui est la leur, où il leur est reproché tantôt d'être "issus de l'immigration", tantôt d'être musulmans.

La famille

De nombreux auteurs posent que la radicalisation des jeunes s'explique par l'absence ou la fragilité des attaches familiales. Ce n'est pas ce que nous avons observé. Certes, plusieurs jeunes militant dans des groupes d'extrême-droite ont été élevés par des mères seules. Mais leur relation semble si forte qu'il nous est arrivé de nous nous interroger sur les fonctions de leur investissement dans des groupes qui survalorisent l'expression de la masculinité (force physique, uniformes,...), et de nous demander s'ils n'avaient pas à dénouer une relation trop fusionnelle. L'hypothèse ne tient pas non plus pour nos interlocuteurs musulmans, très attachés à leurs parents : si écart il y a, il se joue plutôt entre la façon dont les uns et les autres vivent leur religion ; par ailleurs, les plus jeunes ont de la colère par rapport à la manière dont les (grands-)parents ont été traités.

Un sens dont on ne peut faire l'économie

Comme la délinquance, la radicalisation des jeunes a des fonctions. Il y a quinze ans, une enquête de délinquance auto-rapportée a montré que deux caractéristiques distinguaient les adolescents les plus précarisés : soit ils ne commettaient aucun délit, soit ils en commettaient plus. Comme s'ils tentaient à tout prix de correspondre à un idéal ; comme si, quand ils ne peuvent y correspondre entièrement, ils y renonçaient totalement. Une psychologue posait alors l'hypothèse que la délinquance était une façon de prévenir ou de traiter la dépression. L'affiliation à un groupe "radicalisé" peut-elle, comme l'affiliation à un groupe ayant des activités délinquantes, fonctionner comme une "solution" à d'autres formes de désaffiliation ? Si oui, la société peut certes considérer qu'il s'agit d'une solution inadéquate [2] ; mais que fait-elle des problèmes auxquels la radicalisation répond ? Si rien n'est fait pour traiter ce qui la nourrit – les "causes des causes", blessures morales, griefs politiques, désaffiliation –, la radicalité ne doit pas étonner...

Que faire ?

Peut-être parce qu'on voit dans l'idéologie la cause de l'engagement au lieu de voir dans l'engagement la cause de l'idéologie, la plupart des actions envisagées se limitent à des formes de contrôle idéologique : surveillance des nouveaux médias, voire censure ; surveillance des groupes "radicaux" ; diffusion de "contre-récits"... Quelques remarques à ce propos.

D'une part, les mesures qui renforcent la stigmatisation et l'expérience de la discrimination sont "iatrogènes". Il importe d'agir en amont, sur les "causes des causes". Quelles sont les expériences qui minent la confiance de groupes déterminés de population dans les institutions ? Les jeunes interviewés mentionnent la violence policière, les orientations scolaires, l'interdiction de manifester leur religion et leur conviction "individuellement ou collectivement, en public ou en privé", liberté pourtant protégée par la convention de sauvegarde des droits de l'homme, l'absence de perspectives d'avenir ...

D'autre part, les questions de subjectivation, d'affiliation et de désaffiliation sont ignorées, alors qu'elles sont premières par rapport aux questions d'idéologie. Diffuser des "contre-récits", c'est faire l'impasse sur les mécanismes d'assujettissement, et refuser de prêter attention à ce qui, pour une personne, a connecté un "récit" et un besoin ou un désir de croyance. La "radicalité" n'est pas le fruit d'une lecture "erronée" de la radicalité : comment croire qu'il suffirait d'opposer un contre-récit au récit "erroné" pour – comme disent les experts en sécurité intérieure – "dé-radicaliser" les personnes qui ont cessé de considérer que l'Etat avait le monopole de la violence légitime ?

Assouplir les marges

C'est la raison pour laquelle le travail que vous avez élaboré avec votre classe [3] me semble si intéressant, parce qu'il prend au ras des mots la colère de certains de vos élèves, mais en ouvrant la possibilité de l'interroger : "système, anti-système, qu'est-ce que cela veut dire, pour eux et pour les personnes (de sensibilités très diverses), qu'ensemble, vous avez choisi d'inviter ? Cela prend au sérieux ce qu'ils disent, et repart de leur parole pour essayer d'élargir les possibilités de mise en mots. De même, vous n'avez pas imposé une interprétation du « phénomène Laurent Louis », mais à partir d'une série de textes, suscités des questions sur les raisons pour lesquelles il les avait fascinés.

Votre expérience me fait penser à ce que me disait un étudiant d'origine marocaine, par ailleurs non croyant, après avoir assisté avec moi à une conférence de Tariq Ramadan : "Il nous parle comme à des gens intelligents : ni comme des gens dont il faut se méfier, ni comme à des gens qu'il faut aider". Ce qui, finalement, lui semblait plus important que ce qui s'était dit...

Nouer une relation où l'autre se sent respecté, ne pas lui dire ce qu'il faut penser, mais lui donner des outils et l'envie de penser et de repenser... Les enseignants du cycle secondaire sont sans doute en première ligne pour entendre blessures morales, griefs, et multiplier les grilles de lecture. Ceci dit, sans rien savoir de leur métier, puisque cela fait des années que je travaille à l'université... Nous devons nous mettre à votre service, pour entendre vos questions, problèmes et demandes. Ce n'est certainement pas à nous de vous dire ce que vous avez à faire.

notes:

[1] Comprendre et expliquer le rôle des nouveaux médias sociaux dans la formation de l'extrémisme violent. Une recherche quantitative et qualitative. Coordinateur : L. Pauwels (RUG). Promoteurs : F. Brion (UCL), B. De Ruyver (RUG), M. Easton (RUGen). Assistantes de recherche : N. Schils (RUG), J. Laffineur (UCL). Commanditaires : Politique scientifique fédérale/SPF Intérieur. 2012-2014.

[2] Il fut un temps pas si lointain où la radicalisation politique était plutôt valorisée chez les jeunes...

[3] Lire la saga qui démarre dans ce numéro



Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de culture.be